

Indicateur D4. Quel est le temps de travail et d'enseignement des enseignants et des chefs d'établissement ?

Faits marquants

- Selon la réglementation ou les accords en vigueur dans les pays et économies de l'OCDE, le temps d'enseignement annuel des enseignants en poste dans les établissements publics s'établit en moyenne à 989 heures dans l'enseignement préprimaire, à 791 heures dans l'enseignement primaire et à 723 et 685 heures respectivement dans le premier et le deuxième cycle de l'enseignement secondaire (en filière générale).
- La répartition du temps de travail total des enseignants entre l'enseignement et leurs autres missions et entre leur temps de travail dans l'établissement et ailleurs varie fortement entre les pays.
- Dans les pays et économies de l'OCDE, les chefs d'établissement travaillent en moyenne 44 semaines par an dans l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire. Leur temps de travail statutaire moyen s'élève à 1 656 heures dans l'enseignement préprimaire, à 1 627 heures dans l'enseignement primaire et à 1 626 et 1 627 heures respectivement dans le premier et le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Les chefs d'établissement doivent travailler pendant les congés scolaires dans deux tiers environ des pays de l'OCDE.

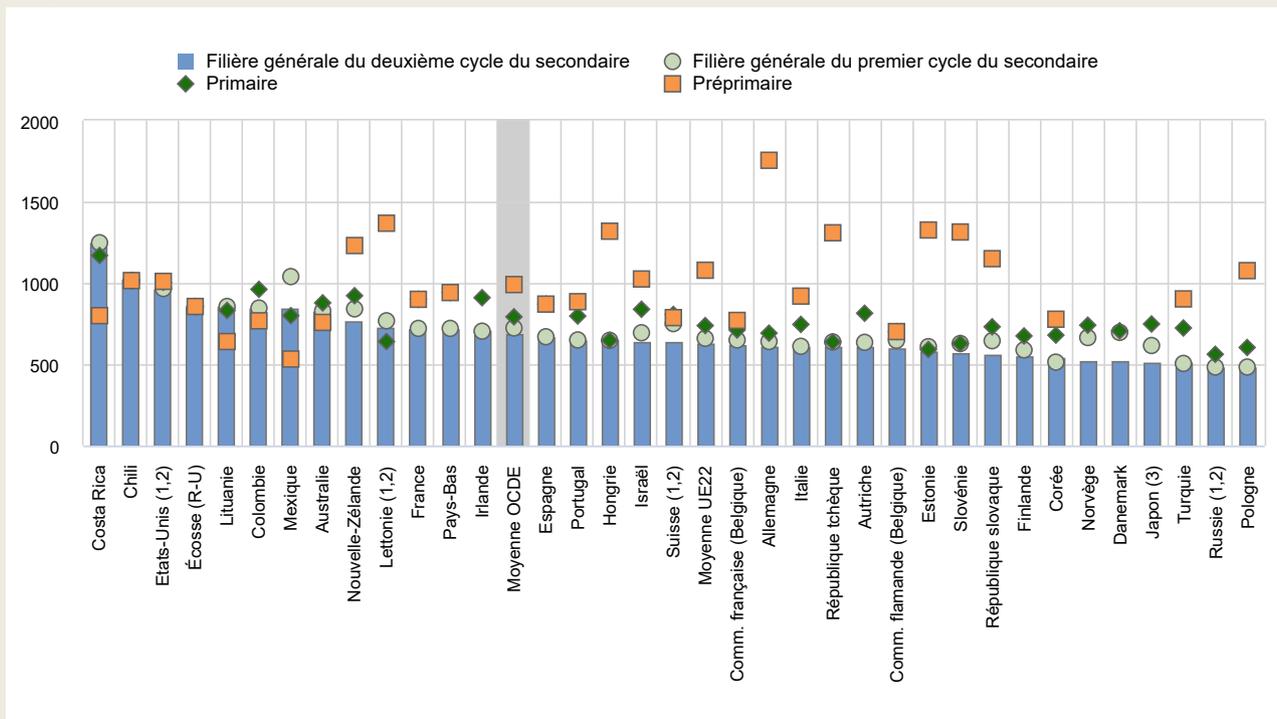
Contexte

Le temps de travail et le temps d'enseignement statutaires ne déterminent qu'en partie la charge de travail des enseignants et des chefs d'établissement, mais ils permettent de mieux comparer les exigences des pays envers ces deux corps de métier. Le nombre d'heures de cours et l'importance des missions autres que l'enseignement peuvent également être déterminants pour l'attractivité de la profession d'enseignant. Combiné avec le salaire (voir l'indicateur D3) et la taille moyenne des classes (voir l'indicateur D2), cet indicateur décrit plusieurs aspects essentiels de la vie professionnelle des enseignants et des chefs d'établissement.

Chez les enseignants, la part du temps de travail statutaire consacrée à l'enseignement permet d'évaluer le temps réservé à d'autres activités, comme la préparation des cours, la correction des copies, la formation continue et les réunions de travail. Si les enseignants doivent passer une plus grande partie de leur temps de travail statutaire à enseigner, il est possible qu'ils aient moins de temps à consacrer à la préparation des leçons et à l'évaluation des élèves, par rapport au nombre d'heures fixé par la réglementation. Cela peut également indiquer que les enseignants doivent s'y consacrer pendant leur temps libre et donc travailler plus que ce que prévoit leur temps de travail statutaire. Durant la pandémie de COVID-19, les activités des enseignants et des chefs d'établissement ont pu s'écarter des dispositions réglementaires dans certains pays du fait de la fermeture des établissements et de changements dans l'environnement d'apprentissage (cours à distance, restrictions sanitaires à la réouverture des établissements, etc.) (voir *The state of global education – 18 months into the pandemic* (OCDE, 2021^[11]) et l'annexe 3 pour de plus amples informations).

Comme la taille des classes et le taux d'encadrement (voir l'indicateur D2), le temps d'instruction des élèves (voir l'indicateur D1) et le salaire des enseignants (voir l'indicateur D3), le temps que les enseignants passent à enseigner a un impact sur le budget que les pays doivent consacrer à l'éducation (voir l'indicateur C7).

Graphique D4.1. Temps d'enseignement pour les enseignants, selon le niveau d'enseignement (2020)
Temps statutaire annuel net de contact, en nombre annuel d'heures, dans les établissements publics



1. Temps réel d'enseignement (en Lettonie, à l'exception du préprimaire).
2. L'année de référence n'est pas 2020. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.
3. Temps d'enseignement moyen planifié dans chaque établissement au début de l'année scolaire.

Les pays et économies sont classés par ordre décroissant du nombre annuel d'heures d'enseignement en filière générale du deuxième cycle du secondaire.
Source : OCDE (2021), tableau D4.1. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2021_Annex3_ChapterD.pdf).

StatLink  <https://stat.link/efo6bn>

Autres faits marquants

- Le nombre moyen d'heures de cours imposé par an aux enseignants en poste dans les établissements publics varie sensiblement entre les pays de l'OCDE dans l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire et tend à diminuer avec le niveau d'enseignement.
- Dans les établissements publics, le nombre d'heures de cours varie davantage entre les pays et économies de l'OCDE dans l'enseignement préprimaire qu'à tout autre niveau d'enseignement : il est compris entre 532 heures au Mexique et 1 755 heures en Allemagne.
- Dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, les cours représentent 44 % du temps de travail des enseignants. Ce pourcentage est inférieur ou égal à 35 % en Corée, en Pologne et en Turquie, mais égal à 63 % en Écosse (Royaume-Uni). Dans la plupart des pays, d'autres missions que l'enseignement sont assignées aux enseignants pendant leur temps de travail : préparer les cours, corriger les copies des élèves et communiquer et coopérer avec les parents (ou tuteurs).
- Le temps de travail statutaire des enseignants s'étend aux congés scolaires à au moins un niveau d'enseignement dans 17 pays et économies de l'OCDE. Dans la plupart de ces pays, des activités spécifiques sont imposées aux enseignants pendant les congés scolaires, par exemple préparer la rentrée ou suivre une formation professionnelle individuelle ou en groupe.
- La réglementation définit explicitement les missions et responsabilités dont les chefs d'établissement sont chargés (enseigner, communiquer avec les parents, etc.) en plus de leurs fonctions de direction et de gestion dans plus de la moitié des pays de l'OCDE.

Analyse

Temps d'enseignement des enseignants

Le nombre annuel d'heures de cours légalement imposé aux enseignants en poste à temps plein dans les établissements publics varie sensiblement entre les pays dans l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire. Le fait que le temps d'enseignement soit réglementé ou déclaré différemment selon les pays peut expliquer en partie la variation du temps d'enseignement statutaire entre les pays (voir l'Encadré D4.1). Dans certains pays, le temps d'enseignement varie aussi entre les entités infranationales (voir l'Encadré D4.2).

Encadré D4.1. Comparabilité des données relatives au temps de travail et d'enseignement statutaire

Temps d'enseignement des enseignants

Les données relatives au temps d'enseignement utilisées dans cet indicateur portent sur le nombre d'heures de cours défini dans la réglementation des pays. La collecte de données internationale effectuée pour recueillir ces informations garantit l'utilisation des mêmes définitions et méthodologies pour compiler les données de l'ensemble des pays. Le temps d'enseignement est par exemple converti en heures (de 60 minutes) pour éviter des différences résultant de la variation de la durée des cours entre les pays. Tout a été mis en œuvre pour réduire autant que possible l'impact que la façon dont le temps d'enseignement est réglementé peut avoir sur la comparabilité des données.

Par ailleurs, c'est le temps d'enseignement minimum, typique ou maximum qui est indiqué dans la réglementation, ce qui peut expliquer en partie les différences entre les pays. Les données de la plupart des pays portent sur le temps d'enseignement typique, mais celles d'un tiers environ des pays portent sur le temps d'enseignement maximum ou minimum (voir le tableau X3.D4.3 à l'annexe 3).

Dans cette comparaison internationale, sont exclus du temps d'enseignement statutaire le temps de préparation des cours et le temps officiellement réservé aux pauses ou récréations entre les cours. Dans l'enseignement préprimaire et primaire, les courtes pauses (de dix minutes maximum) sont incluses dans le temps d'enseignement si les enseignants sont responsables de leur classe pendant ce temps (voir la section « Définitions »).

D'autres activités des enseignants, telles que la formation continue (y compris les conférences) et l'évaluation des élèves, sont également exclues du temps d'enseignement calculé dans cet indicateur. En filière générale, le nombre de jours consacrés à ces activités est exclu du temps d'enseignement statutaire à tous les niveaux d'enseignement dans deux tiers environ des pays et économies dont les données sont disponibles. Dans les autres pays en revanche, la réglementation ne spécifie pas le nombre de jours à consacrer à ces activités ou ne précise pas si les enseignants sont tenus d'y participer en dehors des heures de cours, de sorte qu'il est difficile de l'estimer et, donc, de l'exclure du temps d'enseignement.

Les jours de formation continue ne sont pas exclus du temps d'enseignement de tous les niveaux d'enseignement dans un pays ou économie sur quatre. Dans ces pays, la réglementation prévoit que tous les enseignants consacrent un certain nombre de jours à la formation continue, mais l'effet de ces dispositions sur le temps d'enseignement est difficile à estimer, car le nombre de jours et leur répartition durant l'année scolaire peuvent varier entre les établissements ou les entités infranationales. De même, les jours d'examen ne sont pas exclus du temps d'enseignement en filière générale à chaque niveau d'enseignement dans un quart environ des pays et économies dont les données sont disponibles. Dans bon nombre de ces pays, la réglementation spécifie le nombre de jours d'examen, mais n'indique pas avec précision si ces jours réduisent le temps d'enseignement prévu, ni dans quelle mesure. Dans l'ensemble, ne pas exclure le temps consacré à la formation continue et aux examens peut avoir pour effet de surestimer le temps d'enseignement de l'ordre de un à cinq jours dans ces pays (voir le tableau X3.D4.4 à l'annexe 3 pour de plus amples informations).

D'autres activités de formation continue ou les examens des élèves peuvent entraîner une surestimation du temps d'enseignement, même s'ils n'en sont pas officiellement exclus. À titre d'exemple, citons les activités de formation continue imposées à des groupes spécifiques d'enseignants (lorsque la réglementation n'interdit pas explicitement aux enseignants d'y participer pendant leur temps d'enseignement) et les épreuves normalisées que les élèves sont tenus de passer, mais qui ne durent que quelques heures par jour. Comme il est difficile d'estimer le temps qui y est consacré et que seuls certains enseignants sont concernés, ce n'est pas chose aisée que de normaliser les définitions à respecter dans tous les pays et d'exclure ce temps du temps d'enseignement.

Temps de travail des enseignants et des chefs d'établissement

Dans cet indicateur, le temps de travail correspond au nombre d'heures de travail officiellement fixé durant l'année de référence dans les conventions collectives relatives aux enseignants et aux chefs d'établissement ou dans les dispositions spécifiques à ces professions dans le Code du travail. Le temps de travail statutaire applicable aux enseignants et aux chefs d'établissement n'est pas spécifique à leur profession et est celui imposé aux fonctionnaires ou autres actifs en général dans certains pays, tels que la Corée, la France, le Japon, le Portugal (chefs d'établissement), la Suisse (enseignants) et la Turquie. Comme le temps de travail peut être exprimé en différentes unités (nombre d'heures par semaine, par mois ou par an, par exemple), certaines conversions s'imposent pour estimer le temps de travail annuel lorsque celui-ci ne correspond pas à un nombre d'heures par an dans la réglementation.

C'est le temps de travail typique qui est indiqué chez les enseignants dans 64 % des pays et économies et chez les chefs d'établissement dans 71 % des pays et économies, mais le temps de travail minimum ou maximum qui l'est dans les autres pays et économies. Le temps de travail statutaire correspond au temps de travail minimum chez les enseignants en Angleterre (Royaume-Uni) et en Corée et chez les chefs d'établissement en Irlande. Il correspond par contre au temps de travail maximum des enseignants et des chefs d'établissement dans un certain nombre de pays, notamment au Chili, en Écosse (Royaume-Uni), en Norvège et en Pologne (voir les tableaux X3.D4.3 et X3.D4.8 à l'annexe 3).

Des informations plus détaillées sur la façon dont les pays et économies participants ont rendu compte du temps d'enseignement et de travail sont fournies à l'annexe 3.

Encadré D4.2. Variation du temps de travail et d'enseignement entre les entités infranationales (2020)

Le temps d'enseignement et de travail statutaire des enseignants varie entre les régions dans les quatre pays (la Belgique, le Canada, la Corée et le Royaume-Uni) dont les données infranationales sont disponibles. Selon les chiffres de 2020, le nombre de semaines de cours (dans l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire) varie uniquement entre les régions au Canada (entre 36 et 38 semaines) et est identique dans toutes les entités infranationales en Belgique, en Corée et au Royaume-Uni. Toutefois, le nombre moyen de semaines de cours peut occulter le fait que le nombre de jours ou d'heures de cours varie entre les entités infranationales.

Les tendances de variation entre les entités infranationales ne sont pas les mêmes dans les quatre pays à l'étude. En Belgique, le nombre de jours de cours varie nettement plus (en valeur relative) que le nombre d'heures de cours entre les Communautés flamande et française (sauf en filière professionnelle dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire). Dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, le nombre de jours de cours en filière générale est par exemple 12 % plus élevé en Communauté française (178 jours) qu'en Communauté flamande (159 jours), car la journée de classe n'est pas définie officiellement de la même façon dans les deux Communautés. Le nombre d'heures de cours varie toutefois de 3 % seulement entre la Communauté flamande (616 heures) et la Communauté française (601 heures). Au Canada par contre, le nombre de jours de cours prévu dans l'enseignement primaire et secondaire varie de 6 % entre les territoires et provinces (entre 180 et 190 jours), mais le nombre d'heures de cours varie nettement plus entre ces entités infranationales. Dans l'enseignement primaire, le nombre d'heures de cours varie de 35 % entre la région où il est le plus élevé (945 heures) et celle où il est le moins élevé (700 heures). Dans l'enseignement secondaire, il varie de 54 % (entre 947 et 615 heures) en filière générale. En Corée, le nombre de jours de cours ne varie pas dans l'enseignement secondaire en filière générale entre les entités infranationales, contrairement au nombre d'heures de cours, qui varie de 7 % dans le deuxième cycle (entre 514 et 551 heures) et de 32 % dans le premier cycle (entre 437 et 575 heures). Le nombre d'heures de cours varie aussi de 12 % dans l'enseignement primaire (entre 632 et 706 heures) et de 21 % dans l'enseignement préprimaire (entre 728 et 878 heures).

La prudence est toutefois de mise lors de la comparaison des données infranationales pour diverses raisons : d'une part, il peut y avoir des différences de réglementation entre les pays et entre les entités infranationales et, d'autre part, la nature et le volume de données disponibles peuvent varier entre les entités infranationales. À titre d'exemple, citons le fait que dans les entités infranationales, le temps d'enseignement communiqué est le temps typique en Belgique, mais le temps obligatoire ou estimé au Canada (voir l'Encadré D4.1 pour de plus amples informations sur les différences possibles dans les données).

Source : Base de données de *Regards sur l'éducation* (<http://stats.oecd.org/>).

Dans les établissements publics, le temps d'enseignement statutaire varie davantage dans l'enseignement préprimaire qu'à tout autre niveau d'enseignement entre les pays et économies dont les données sont disponibles. En moyenne, les enseignants en poste à ce niveau d'enseignement sont tenus d'enseigner 989 heures par an, réparties sur 41 semaines ou 195 jours, dans les pays et économies de l'OCDE. Le nombre annuel de jours de cours varie entre 158 en Communauté flamande de Belgique et 225 en Allemagne et en Norvège et le nombre annuel d'heures de cours, entre 532 au Mexique et 1 755 en Allemagne. Ces différences marquées qui s'observent entre les pays et économies résultent de l'effet conjugué de la variation de la longueur de l'année scolaire et du nombre quotidien d'heures de cours. Dans l'enseignement préprimaire, les enseignants enseignent par exemple 2.7 heures par jour pendant 200 jours au Mexique, mais 7.8 heures par jour pendant 225 jours en Allemagne (voir le Tableau D4.1).

Dans l'enseignement primaire, les enseignants en poste dans les établissements publics sont tenus d'enseigner 791 heures par an en moyenne. Dans la plupart des pays et économies dont les données sont disponibles, le temps d'enseignement varie entre trois et six heures par jour et s'établit en moyenne à plus de quatre heures dans l'OCDE. La répartition du temps d'enseignement au cours de l'année varie selon les pays. Dans l'enseignement primaire par exemple, les enseignants doivent enseigner 800 heures par an au Mexique, soit 78 heures de plus qu'en Turquie. Toutefois, ils enseignent en moyenne quatre heures par jour dans les deux pays, car le nombre de jours de cours est plus élevé au Mexique (200 jours) qu'en Turquie (181 jours) (voir le Tableau D4.1).

Dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, les enseignants en poste en filière générale doivent enseigner 723 heures par an en moyenne dans les établissements publics. Le temps d'enseignement annuel est inférieur à 600 heures en Corée, en Fédération de Russie, en Finlande, en Pologne et en Turquie, mais supérieur à 1 000 heures au Chili, au Costa Rica et au Mexique (voir le Tableau D4.1). Toutefois, le temps d'enseignement déclaré est le temps minimum en Corée et en Finlande (voir l'Encadré D4.1). En Pologne, les chefs d'établissement peuvent aussi imposer aux enseignants des heures de cours supplémentaires, qui peuvent représenter jusqu'à 25 % de leur temps d'enseignement statutaire.

Dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, les enseignants en poste en filière générale enseignent en moyenne 685 heures par an dans les établissements publics. Le temps d'enseignement annuel est inférieur à 500 heures en Fédération de Russie et en Pologne, mais supérieur à 1 000 heures au Chili et au Costa Rica. En moyenne, les enseignants enseignent moins de trois heures par jour en Corée, en Fédération de Russie, en Finlande, au Japon, en Norvège, en Pologne et en Turquie, mais au moins six heures par jour au Costa Rica (voir le Tableau D4.1).

Le temps d'enseignement peut toutefois évoluer en cours de carrière. Dans certains pays, les enseignants débutants commencent par une charge d'enseignement réduite dans le cadre de leur programme d'initiation. Des pays allègent aussi la charge d'enseignement des enseignants plus âgés pour les encourager à continuer d'enseigner. Au Chili et au Portugal par exemple, les enseignants peuvent prétendre à un allègement de leur charge d'enseignement en fonction de leur âge et de leur ancienneté.

Variation du temps d'enseignement, selon le niveau d'enseignement

Le temps d'enseignement a tendance à diminuer avec le niveau d'enseignement. Dans la plupart des pays, le temps d'enseignement statutaire est plus élevé dans l'enseignement préprimaire que dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire (filière générale). Cette tendance souffre néanmoins quelques exceptions : le nombre statutaire d'heures de cours est identique à tous les niveaux d'enseignement au Chili et en Écosse (Royaume-Uni) et est plus élevé dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire que dans l'enseignement préprimaire en Australie, en Colombie, au Costa Rica, en Lituanie et au Mexique (voir le Tableau D4.1).

C'est entre l'enseignement préprimaire et l'enseignement primaire que le temps d'enseignement statutaire varie le plus. En moyenne, le temps que les enseignants doivent passer en classe est environ 25 % plus élevé dans l'enseignement préprimaire que dans l'enseignement primaire. Le nombre annuel d'heures de cours est au moins deux fois plus élevé dans l'enseignement préprimaire que dans l'enseignement primaire en Allemagne, en Estonie, en Hongrie, en Lettonie, en République tchèque et en Slovaquie (voir le Tableau D4.1).

Le nombre annuel d'heures de cours est au moins 25 % plus élevé dans l'enseignement primaire que dans le premier cycle de l'enseignement secondaire en Autriche, en Corée, en Espagne, en France, en Irlande, aux Pays-Bas, en Pologne et en Turquie, mais ne varie pas entre ces deux niveaux d'enseignement au Chili, en Écosse (Royaume-Uni), en Hongrie, en République tchèque et en Slovaquie. La charge d'enseignement est entre 3 % et 6 % moins élevée dans l'enseignement primaire que dans le premier cycle de l'enseignement secondaire au Costa Rica, en Estonie et en Lituanie ; 17 % moins élevée en Lettonie ; et 23 % moins élevée au Mexique (voir le Tableau D4.1).

Dans la plupart des pays, le temps d'enseignement statutaire est similaire dans le premier et le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Le nombre annuel d'heures de cours est toutefois 20 % au moins plus élevé dans le premier que dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire au Japon, au Mexique et en Norvège et même 35 % plus élevé au Danemark (voir le Tableau D4.1).

Temps d'enseignement réel

Le temps d'enseignement statutaire indiqué par la plupart des pays et repris dans cet indicateur correspond à celui défini dans la réglementation. Le temps d'enseignement réel peut toutefois s'en écarter, du fait des heures supplémentaires par exemple. Le temps d'enseignement réel correspond au nombre moyen d'heures de cours, y compris d'heures de cours supplémentaires, des enseignants qui travaillent à temps plein, de sorte qu'il rend plus fidèlement compte de leur charge d'enseignement.

Le temps d'enseignement statutaire et le temps d'enseignement réel ne sont disponibles que dans quelques pays, mais les chiffres donnent à penser qu'ils diffèrent parfois l'un de l'autre. Dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, le nombre réel d'heures de cours est par exemple supérieur de 6 % à 10 % au nombre statutaire d'heures de cours en Lituanie, en Nouvelle-Zélande, en Pologne et en Slovaquie ; il y est même supérieur de 21 % en Pologne (OCDE, 2021^[2]).

Que le temps d'enseignement statutaire et le temps d'enseignement réel soient différents peut s'expliquer par les heures supplémentaires qui s'imposent pour pallier la pénurie d'enseignants ou remplacer des enseignants absents ainsi que par la nature des données : le temps d'enseignement statutaire provient de la réglementation alors que le temps d'enseignement réel provient de registres administratifs, de bases de données statistiques, d'enquêtes auprès d'échantillons ou d'autres sources (voir l'Encadré D4.1).

Temps d'enseignement des chefs d'établissement

L'enseignement est la responsabilité première ou principale des enseignants, mais il peut également faire partie des missions des chefs d'établissement dans certains pays.

Parmi les 28 pays et économies dont les données sont disponibles, les chefs d'établissement en poste dans l'enseignement préprimaire doivent enseigner dans 13 pays et économies (46 %), peuvent enseigner s'ils le souhaitent dans 3 pays (11 %) et ne sont pas tenus d'enseigner dans 12 pays (43 %). Dans l'enseignement primaire, les chefs d'établissement sont tenus d'enseigner dans plus de la moitié des pays dont les données sont disponibles (dans 17 des 33 pays et économies à l'étude). Il est moins fréquent qu'ils aient à enseigner dans l'enseignement secondaire. Dans l'enseignement secondaire (en filière générale), les chefs d'établissement doivent enseigner dans 13 des 33 pays et économies à l'étude (39 %), peuvent enseigner s'ils le souhaitent dans 5 pays et économies (15 %) et ne sont pas tenus d'enseigner dans 15 pays et économies (45 %). Dans tous les pays et économies dont les données sont disponibles, la mesure dans laquelle les chefs d'établissement ont ou non l'obligation d'enseigner ne varie guère entre la filière générale et la filière professionnelle dans l'enseignement secondaire (voir le tableau D4.6 en ligne).

Dans la plupart des pays où les chefs d'établissement ont une charge d'enseignement, la réglementation n'indique pas le nombre précis d'heures de cours, mais uniquement le nombre maximum ou minimum. La charge d'enseignement statutaire des chefs d'établissement (après conversion en nombre d'heures) est comprise au minimum entre 0 et 194 heures et au maximum entre 144 et 594 heures dans le premier cycle de l'enseignement secondaire en filière générale. Elle représente moins de 30 % de leur temps de travail statutaire dans la plupart des pays, mais ce pourcentage atteint 32 % en République slovaque et dépasse 73 % en Irlande (dans l'Education and Training Board Sector) (voir le tableau D4.6 en ligne). En règle générale, les chefs d'établissement ne doivent donner le nombre maximum d'heures de cours qu'en circonstances exceptionnelles. En Irlande par exemple, la quasi-totalité des chefs d'établissement n'enseignent guère, voire pas du tout (voir la charge d'enseignement minimum et maximum dans le tableau X3.D4.10 à l'annexe 3).

Ils peuvent se voir imposer une charge d'enseignement à tous les niveaux d'enseignement, mais le nombre d'heures de cours minimum et maximum peut varier entre les niveaux d'enseignement. Dans une majorité des pays où les chefs d'établissement ont une charge d'enseignement, le nombre d'heures de cours qui leur est imposé diminue avec le niveau d'enseignement. La Turquie échappe à ce constat : le nombre d'heures de cours imposé est identique à tous les niveaux d'enseignement (voir le tableau D4.6 en ligne). Dans la quasi-totalité des pays, la charge d'enseignement imposée aux chefs d'établissement ne varie pas entre la filière générale et la filière professionnelle dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire (voir le tableau D4.6 en ligne).

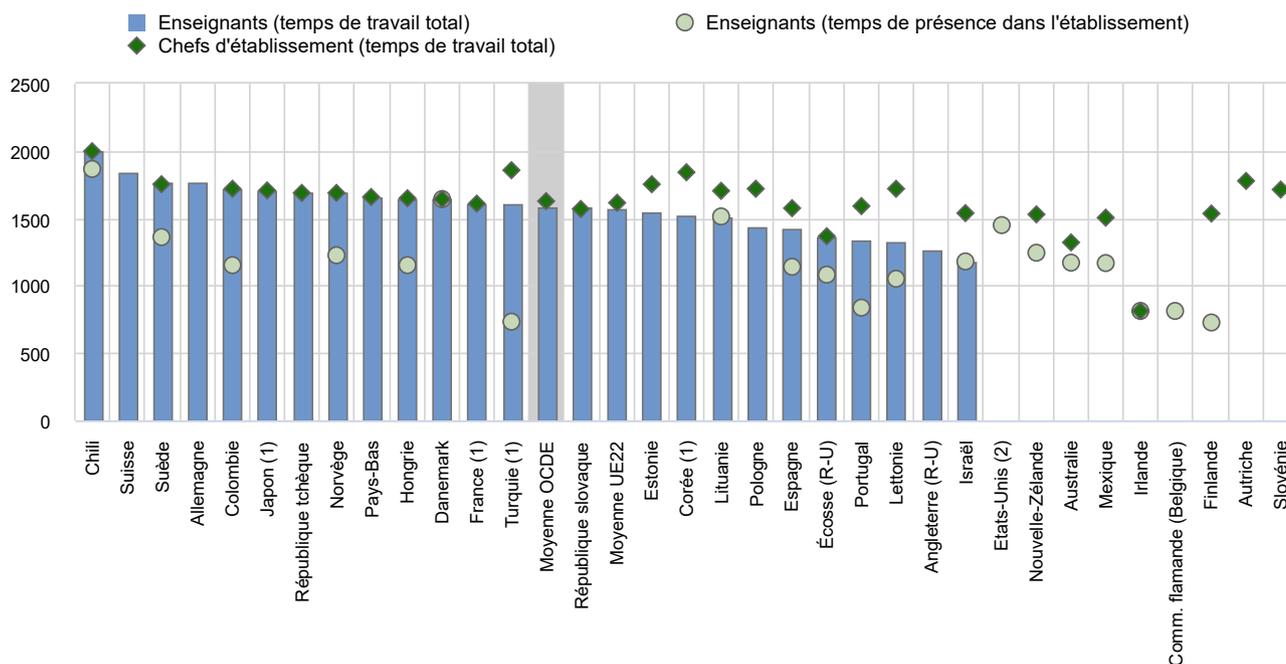
Dans tous les pays où les chefs d'établissement ont une charge d'enseignement, sauf en Turquie, le nombre d'heures de cours imposé varie selon des critères spécifiques aux établissements. Dans une grande majorité de ces pays, des caractéristiques des établissements, telles que la taille (le nombre d'élèves, d'enseignants ou de classes) ou le niveau d'enseignement concerné, font partie des principaux critères déterminant la charge d'enseignement. D'autres critères peuvent intervenir, par exemple le profil socio-économique régional en Irlande.

Temps de travail des enseignants

Dans la majorité des pays, le temps de travail des enseignants est déterminé en partie par le temps d'enseignement statutaire spécifié dans la réglementation. Dans la plupart des pays, le temps de travail annuel des enseignants est officiellement défini dans les conventions collectives ou autres accords contractuels. Ce temps de travail peut correspondre soit au temps de présence obligatoire des enseignants dans leur établissement, tant pour les cours que pour d'autres activités, soit à leur temps de travail total. Dans les deux cas, il correspond au temps de travail contractuel, mais le mode de répartition de ce temps de travail varie entre les pays.

Graphique D4.2. Temps de travail des enseignants et des chefs d'établissement de la filière générale du premier cycle du secondaire (2020)

Temps statutaire de travail, en nombre annuel d'heures, dans les établissements publics



1. Les exigences en matière de temps de travail des enseignants se réfèrent à celles applicables aux fonctionnaires.

2. L'année de référence n'est pas 2020. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.

Les pays et économies sont classés par ordre décroissant du nombre total d'heures de travail et du nombre d'heures de présence dans l'établissement parmi les enseignants de la filière générale du premier cycle du secondaire.

Source : OCDE (2021), tableaux D4.2 et D4.3. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2021_Annex3_ChapterD.pdf).

StatLink  <https://stat.link/zq0ao1>

Le temps que les enseignants doivent obligatoirement passer dans leur établissement, que ce soit pour leurs cours ou d'autres activités, est spécifié à un des niveaux d'enseignement au moins dans plus de la moitié des pays et économies de l'OCDE. Ce temps de présence obligatoire dans l'établissement ne varie pas de plus de 5 % entre l'enseignement préprimaire et le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans plus d'un tiers de ces pays dont les données sont disponibles. Il est en revanche au

moins 20 % plus élevé dans l'enseignement préprimaire que dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans près de la moitié de ces pays et économies (en Communauté flamande de Belgique, en Hongrie, en Lettonie, en Nouvelle-Zélande, au Portugal, en Suède et en Turquie) et même plus de 40 % plus élevé en Lettonie et en Nouvelle-Zélande (bien que le temps de travail statutaire total soit identique à ces deux niveaux d'enseignement en Hongrie, en Suède et en Turquie) (voir le Tableau D4.2).

Dans d'autres pays, le temps de travail statutaire total des enseignants est indiqué par an, mais la répartition entre le temps de présence dans l'établissement et le temps passé ailleurs ne l'est pas (les usages ont pu s'écarter de la réglementation du fait de la pandémie de COVID-19) (OCDE, 2021^[1]). C'est le cas en Allemagne, en Angleterre (Royaume-Uni), en Communauté française de Belgique (dans l'enseignement préprimaire et primaire), en Corée, en Estonie (dans l'enseignement primaire et secondaire), au Japon, aux Pays-Bas, en Pologne, en République tchèque et en Suisse (voir le Tableau D4.2). Le temps de travail annuel varie aussi entre les pays selon que les enseignants ont ou non à travailler pendant les congés scolaires. En filière générale du premier cycle de l'enseignement secondaire par exemple, le temps de travail total des enseignants est compris entre 1 178 heures en Israël, où les enseignants ne doivent pas travailler pendant les congés scolaires, et 1 998 heures au Chili, où ils peuvent avoir à travailler jusqu'à 3 semaines pendant les congés scolaires (voir le Graphique D4.2). Le temps de travail statutaire des enseignants s'étend également aux congés scolaires à au moins un niveau d'enseignement dans 17 pays et économies de l'OCDE. Dans de nombreux pays, des activités spécifiques sont imposées aux enseignants pendant les congés scolaires, par exemple préparer la rentrée ou suivre une formation professionnelle individuelle ou en groupe (voir le tableau X3.D4.5 à l'annexe 3 pour plus de détails).

Temps de travail hors enseignement

Les cours sont une composante importante de la charge de travail des enseignants, mais d'autres activités, telles que l'évaluation des élèves, la préparation des leçons, la correction des copies, la formation continue et les réunions pédagogiques, doivent également être prises en considération lors de l'analyse des obligations des enseignants dans les différents pays. Le temps consacré à ces activités autres que l'enseignement varie entre les pays ; si les enseignants consacrent une plus grande partie du temps de travail statutaire à l'enseignement, il est possible qu'ils aient moins de temps à consacrer à ces activités.

Les enseignants ont pour mission principale d'enseigner, mais ils consacrent la plus grande partie de leur temps de travail à d'autres activités dans de nombreux pays. Dans les 22 pays et économies dont les données sur le temps de travail et d'enseignement sont disponibles dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, les enseignants consacrent en moyenne 44 % de leur temps de travail à l'enseignement. Ce pourcentage est inférieur ou égal à 35 % en Corée, en Pologne et en Turquie, mais égal ou supérieur à 50 % au Chili, en Écosse (Royaume-Uni), en Israël, en Lettonie et en Lituanie (voir le Graphique D4.3).

La part du temps de travail consacrée à l'enseignement augmente avec le nombre annuel d'heures de cours, mais elle varie sensiblement entre les pays. Le nombre d'heures de cours est par exemple du même ordre au Danemark (696 heures) et en Israël (695 heures), mais représente 42 % du temps de travail des enseignants au Danemark, contre 59 % en Israël. Dans certains pays, le pourcentage du temps de travail consacré à l'enseignement est similaire, mais le nombre d'heures de cours est sensiblement différent. Les cours représentent 40 % à 41 % environ du temps de travail des enseignants dans le premier cycle de l'enseignement secondaire en Estonie et en Suisse, mais le nombre d'heures de cours est égal à 609 heures en Estonie, contre 750 en Suisse (voir le Graphique D4.3).

Le temps consacré à d'autres activités que l'enseignement n'est pas réglementé dans certains pays, par exemple en Autriche (dans l'enseignement primaire et secondaire), en Communauté française de Belgique (dans l'enseignement secondaire), au Costa Rica, en Italie, en Lituanie (dans l'enseignement préprimaire) et au Mexique (dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire) (voir le Tableau D4.2). Les enseignants ne jouissent pas pour autant d'une liberté totale quant à ces autres activités. En Italie, ils sont tenus de consacrer jusqu'à 80 heures par an à des activités collégiales autres que l'enseignement. Sur ces 80 heures obligatoires par an, jusqu'à 40 doivent être consacrées aux réunions pédagogiques, aux réunions de planification et aux rencontres avec les parents et les autres, aux conseils de classe.

Missions et responsabilités des enseignants hors enseignement

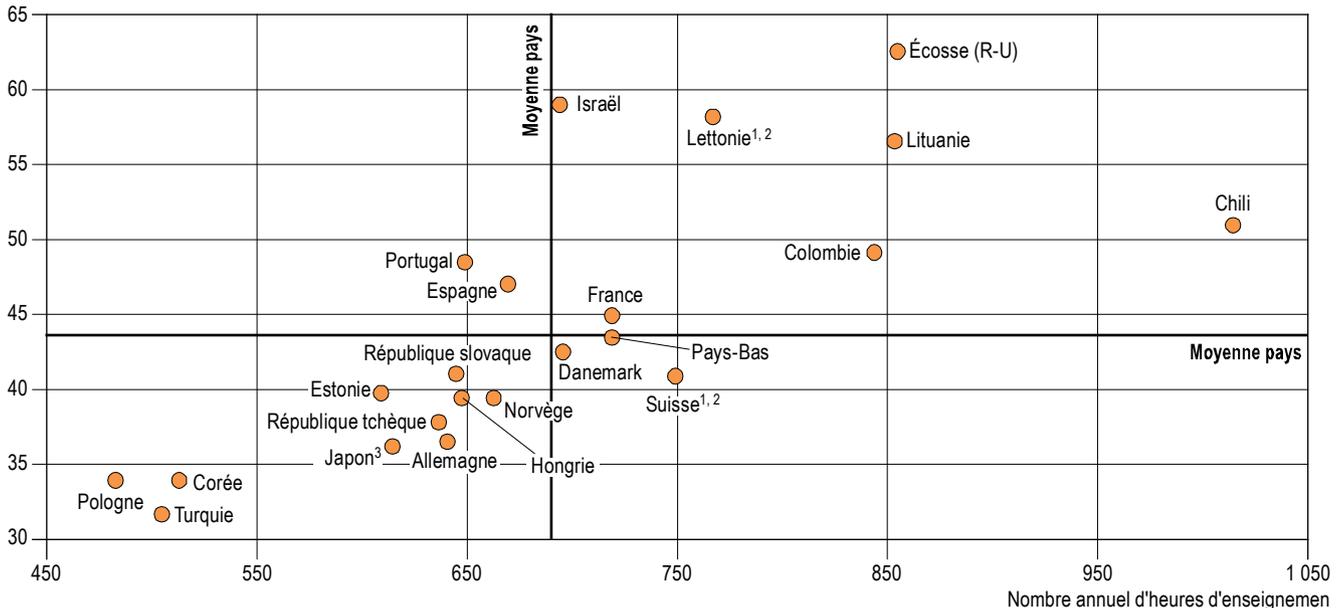
Les activités autres que l'enseignement font partie intégrante de la charge et des conditions de travail des enseignants. Ces activités imposées par la législation, la réglementation ou les conventions entre parties prenantes (les syndicats

d'enseignants, les autorités locales et les conseils d'établissement) donnent un aperçu de l'étendue et de la complexité des fonctions des enseignants, même si rien ne permet de déterminer si les enseignants s'y livrent effectivement.

Graphique D4.3. Part du temps de travail des enseignants du premier cycle du secondaire consacrée à l'enseignement (2020)

Temps d'enseignement net en pourcentage du temps de travail statutaire total, en filière générale, dans les établissements publics

Part du temps de travail statutaire total consacrée à l'enseignement



Remarque : Pour une meilleure interprétation, veuillez vous référer aux remarques sur la nature des données dans le tableau D4.1.

1. Temps réel d'enseignement.
2. L'année de référence n'est pas 2020. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.
3. Temps d'enseignement moyen planifié dans chaque établissement au début de l'année scolaire.

Source : OCDE (2021), tableaux D4.1 et D4.2. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2021_Annex3_ChapterD.pdf).

StatLink  <https://stat.link/wctd2a>

Souvent, les enseignants n'ont pas le loisir de décider s'ils font telle ou telle chose en rapport avec l'enseignement. Dans plus de 34 des 39 pays et économies dont les données sont disponibles, les missions hors-enseignement des enseignants, telles que la préparation des cours, la correction des copies et la communication et la coopération avec les parents sont obligatoires en dehors de l'enseignement et prévues dans le temps de travail statutaire des enseignants dans le premier cycle de l'enseignement secondaire en filière générale. Les tâches administratives d'ordre général et le travail et le dialogue avec des collègues sont également imposés aux enseignants dans au moins 30 pays et économies ; les décisions les concernant peuvent être prises par la direction des établissements dans au moins 3 autres pays dont les données sont disponibles pour chaque type d'activité. Ces activités obligatoires donnent rarement lieu à une contrepartie en espèces ou en nature, par exemple la réduction du temps d'enseignement (voir le tableau D4.4 en ligne).

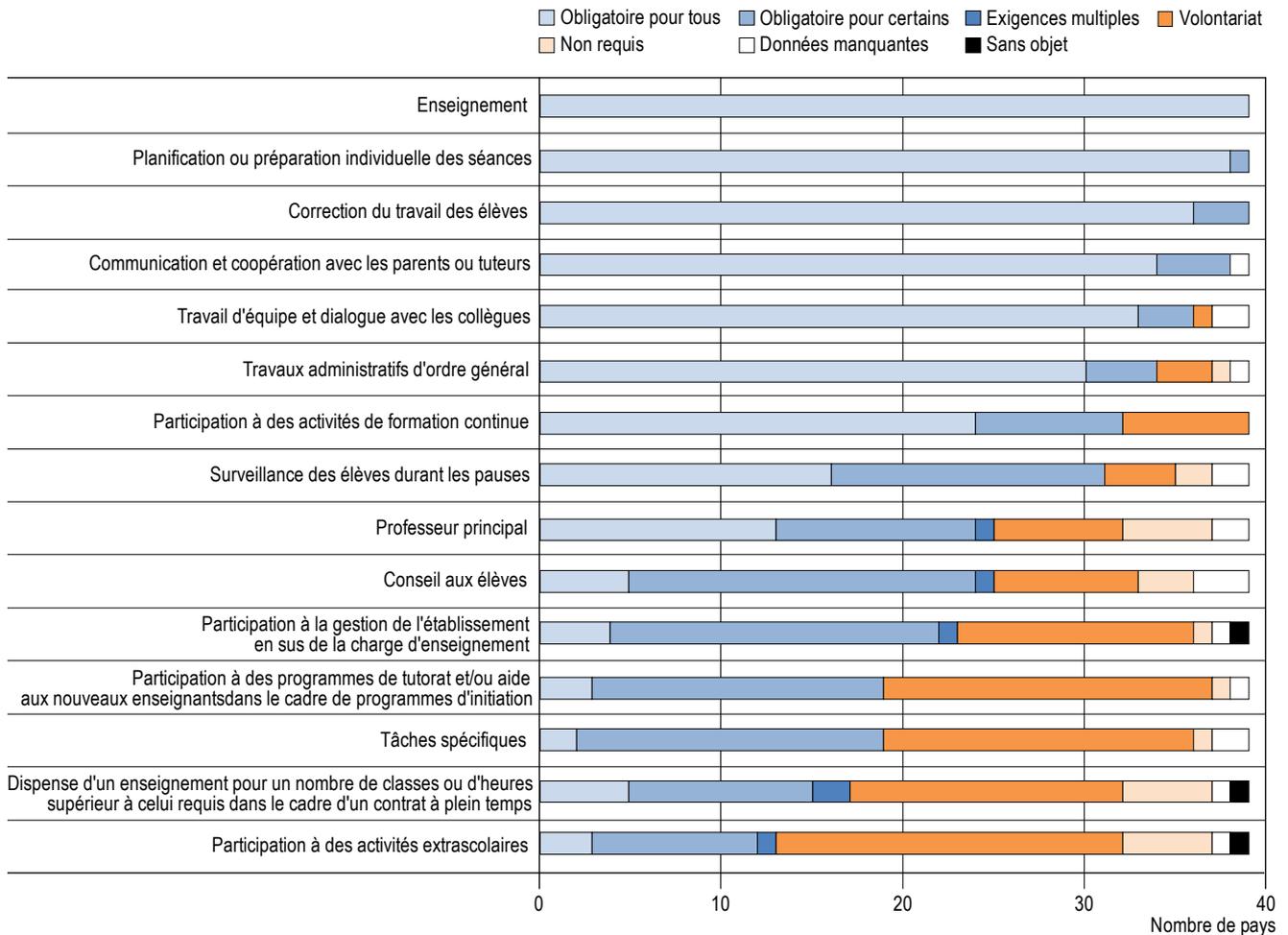
Les autres responsabilités qui peuvent venir s'ajouter aux cours, par exemple celles liées à la fonction de professeur principal ou de mentor, à l'initiation ou à l'encadrement des nouveaux enseignants, à la vie scolaire ou à la gestion de l'établissement, ne sont pas requises des enseignants dans le premier cycle de l'enseignement secondaire en filière générale dans plus deux pays sur cinq. Dans la moitié de ces pays, les enseignants qui exercent des fonctions de gestion bénéficient d'une gratification spécifique. Dans certains pays, ils peuvent prétendre à une réduction de leur charge d'enseignement pour pouvoir exercer leurs autres fonctions et perçoivent une compensation financière (voir le Graphique D4.4 et le tableau D4.5 en ligne).

Les enseignants en poste à temps plein en filière générale dans le premier cycle de l'enseignement secondaire peuvent se voir confier diverses missions : ils peuvent par exemple être tenus ou priés de s'occuper de l'orientation scolaire des élèves dans environ deux pays ou économies sur trois parmi ceux dont les données sont disponibles. Ils ne sont toutefois pas tous

qualifiés pour s'en charger dans certains pays. En Israël par exemple, seuls les enseignants au moins diplômés en master peuvent endosser cette responsabilité (voir le tableau D4.5 en ligne).

Graphique D4.4. Tâches et responsabilités assignées aux enseignants (2020)

Enseignants du premier cycle du secondaire, établissements publics



Remarque : Par la mention « Obligatoire pour certains », on entend que l'obligation de la tâche ou de la responsabilité visée est laissée à la discrétion des établissements individuels ou de certaines entités infranationales.

Les tâches et responsabilités sont listées par ordre décroissant du nombre de pays où elles font l'objet d'une obligation, quel qu'en soit le degré.

Source : OCDE (2021), tableaux D4.4 et D4.5, disponibles en ligne. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2021_Annex3_ChapterD.pdf).

StatLink  <https://stat.link/dqj3sv>

Souvent, les enseignants ne s'acquittent pas uniquement des missions qui leur sont assignées par la réglementation ou leur chef d'établissement et exercent volontairement d'autres fonctions. Dans 17 pays et économies au moins, les enseignants sont libres de décider s'ils participent à la formation des futurs enseignants ou à des activités périscolaires dans le premier cycle de l'enseignement secondaire en filière générale. Ils sont libres également d'accepter de prendre en charge plus de classes ou de donner plus de cours que prévu dans leur contrat de travail à temps plein dans plus de deux cinquièmes environ des pays, dont plus des deux tiers prévoient une compensation financière pour ce surcroît de travail (voir le tableau D4.5 en ligne).

La formation continue est une responsabilité importante des enseignants quel que soit le niveau d'enseignement où ils sont en poste puisqu'elle est obligatoire à tous les niveaux d'enseignement dans 23 pays. Les établissements sont libres d'imposer des activités de formation continue aux enseignants à au moins un niveau d'enseignement dans dix pays. La formation continue est laissée à l'appréciation des enseignants dans huit pays, dont les données sont disponibles, seulement à tous

les niveaux d'enseignement (voir le tableau D4.5 en ligne). Qu'ils y soient ou non tenus, une grande majorité des enseignants participent à des activités de formation continue dans les pays de l'OCDE (OCDE, 2020^[3]).

Dans l'ensemble, les missions et les responsabilités obligatoires ne varient guère entre les niveaux d'enseignement. Certaines différences s'observent toutefois entre les niveaux d'enseignement du fait de l'évolution des besoins des élèves. Les enseignants sont par exemple tenus de surveiller les élèves pendant les récréations dans le premier cycle de l'enseignement secondaire dans 16 pays, mais il est nettement plus courant qu'ils aient à le faire l'enseignement préprimaire (22 pays) et primaire (21 pays) (voir le tableau D4.4 en ligne).

Les différences de missions entre les pays contribuent à expliquer la variation du pourcentage du temps de travail statutaire consacré aux missions autres que les cours. Le Japon compte par exemple parmi les quatre seuls pays où les enseignants sont tenus de participer à des activités périscolaires dans le premier cycle de l'enseignement secondaire. De tous les pays de l'OCDE, c'est d'ailleurs au Japon que les enseignants consacrent le pourcentage de leur temps de travail réel le plus élevé à cette mission (13 %) (OCDE, 2020^[3]).

Temps de travail des chefs d'établissement

Le temps de travail statutaire des chefs d'établissement est, comme celui des enseignants, défini dans la réglementation, des conventions collectives ou le contrat de travail des intéressés dans de nombreux pays membres et partenaires de l'OCDE. La réglementation sur la fonction publique s'applique aux chefs d'établissement en Corée, en France, au Japon, au Mexique (dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire), au Portugal et en Turquie (comme aux enseignants, sauf au Mexique). Le temps de travail des chefs d'établissement n'est quantitativement défini dans aucun document officiel qu'en Allemagne (dans la plupart des *Länder*), en Angleterre (Royaume-Uni), en Communauté flamande de Belgique et en Italie (voir le Graphique D4.2 et le tableau X3.D4.9 à l'annexe 3).

Les chefs d'établissement travaillent en moyenne 44 semaines, soit entre 212 et 215 jours, par an dans les pays et économies de l'OCDE. Dans l'ensemble, leur temps de travail statutaire ne varie guère entre les niveaux d'enseignement : il s'élève en moyenne à 1 656 heures dans l'enseignement préprimaire, à 1 627 heures dans l'enseignement primaire et à 1 626 heures et 1 627 heures respectivement dans le premier et le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Il ne varie pas entre la filière générale et la filière professionnelle dans les pays où les deux filières existent dans le premier ou le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, sauf en Lituanie. Tous niveaux d'enseignement confondus, c'est au Chili que le temps de travail des chefs d'établissement est le plus élevé (1 998 heures par an). À l'autre extrême, le temps de travail statutaire des chefs d'établissement est le moins élevé au Mexique (dans l'enseignement préprimaire) et en Irlande (dans l'enseignement primaire et le premier et le deuxième cycle de l'enseignement secondaire en filière générale), où il est inférieur à 1 300 heures par an (voir le Tableau D4.3).

Le temps de travail annuel des chefs d'établissement ne varie guère entre les niveaux d'enseignement dans 20 des 28 pays et économies membres et partenaires de l'OCDE dont les données sont disponibles (71 %). Il est généralement plus élevé dans l'enseignement préprimaire et primaire que dans l'enseignement secondaire dans les huit pays où il varie entre les niveaux d'enseignement. Le temps de travail statutaire des chefs d'établissement est par exemple entre 1 % et 8 % plus élevé dans l'enseignement préprimaire que dans l'enseignement primaire et secondaire en Australie, en Estonie, en Finlande et en Nouvelle-Zélande. Au Mexique, le temps de travail des chefs d'établissement est moins élevé dans l'enseignement préprimaire et primaire que dans le premier cycle de l'enseignement secondaire (14 %) et le deuxième cycle de l'enseignement secondaire (24 %) (voir le Tableau D4.3).

Le temps de travail statutaire des chefs d'établissement s'étend aux congés scolaires dans deux tiers environ des pays et économies de l'OCDE dont les données sont disponibles. Pendant les congés scolaires, les chefs d'établissement peuvent avoir à travailler entre 1 semaine environ en Autriche et aux Pays-Bas (à la demande de leur employeur) et 11 semaines en Turquie. Ils peuvent avoir à préparer la rentrée des élèves après les congés, programmer les activités de formation continue, etc. dans certains de ces pays. Dans l'autre tiers des pays, la réglementation n'impose pas aux chefs d'établissement de travailler pendant les congés scolaires. Il peut toutefois en être tout autrement dans les faits. En Irlande par exemple, les chefs d'établissement travaillent pendant une partie des congés scolaires alors que la réglementation sur leur temps de travail statutaire ne le prévoit pas (voir le tableau X3.D4.9 à l'annexe 3).

Missions et responsabilités des chefs d'établissement

La réglementation définit explicitement les fonctions de gestion et de direction des chefs d'établissement dans plus de la moitié des pays membres et partenaires de l'OCDE dont les données sont disponibles. Les chefs d'établissement peuvent

se voir confier d'autres missions et responsabilités, par exemple celles liées à la gestion des ressources humaines et financières, à l'organisation des cours et des activités pédagogiques et des activités de formation continue et aux relations avec les parents, les services d'inspection scolaire et les pouvoirs publics. Les missions et responsabilités des chefs d'établissement ne varient pas entre les niveaux d'enseignement et les filières dans une majorité des pays (voir le tableau X3.D4.9 à l'annexe 3 pour plus de détails).

Ces missions et responsabilités ne sont toutefois pas décrites en détail dans les documents officiels sur les conditions de travail des chefs d'établissement dans un quart environ des pays dont les données sont disponibles (le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Italie, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et la Suède). Dans ces pays, les chefs d'établissement jouissent d'une plus grande autonomie quant à l'organisation de leur travail et à leurs responsabilités (voir le tableau X3.D4.9 à l'annexe 3).

Définitions

Par **temps d'enseignement réel**, on entend le nombre annuel d'heures de cours que les enseignants travaillant à temps plein donnent à un groupe ou à une classe d'élèves, heures supplémentaires comprises. Les données peuvent provenir de registres administratifs, de bases de données statistiques, d'enquêtes par échantillonnage représentatif ou d'autres sources de données représentatives.

Le **nombre de jours de cours** correspond au nombre de semaines de cours multiplié par le nombre de jours de cours par semaine, déduction faite des jours de congé pendant lesquels les établissements sont fermés.

Le **nombre de semaines de cours** correspond au nombre de semaines de cours, déduction faite des semaines de congé.

Le **temps d'enseignement statutaire** correspond au nombre d'heures de cours (de 60 minutes) que les enseignants (ou les chefs d'établissement) en poste à temps plein donnent par an à un groupe ou à une classe d'élèves conformément à la réglementation, à leur contrat de travail ou à d'autres documents officiels. Le temps d'enseignement peut être défini sur une base hebdomadaire ou annuelle. En règle générale, le temps d'enseignement annuel est calculé comme suit : le nombre annuel de jours de cours est multiplié par le nombre quotidien d'heures de cours (abstraction faite du temps réservé à la préparation des cours). Il s'agit du temps de contact net, soit le nombre d'heures de cours, abstraction faite du temps officiellement réservé aux pauses et récréations entre les cours ou séries de cours et des jours de congé pendant lesquels les établissements sont fermés. Dans l'enseignement préprimaire et primaire, les courtes pauses entre les cours sont incluses si les enseignants sont responsables de leur classe pendant ce temps.

Par **temps de travail statutaire total**, on entend le nombre réglementaire d'heures de travail des enseignants et des chefs d'établissement en poste à temps plein. Il peut être défini par semaine ou par an. Les heures supplémentaires rémunérées en sont exclues. Selon la réglementation en vigueur dans chaque pays, le temps de travail comprend :

- le temps directement consacré à l'enseignement et à d'autres missions pédagogiques, notamment celles relatives aux examens
- le temps consacré à d'autres missions liées à l'enseignement, telles que la préparation des cours, l'orientation des élèves, la correction des devoirs et des copies, la formation continue, les rencontres avec les parents, les réunions pédagogiques et d'autres missions générales à caractère scolaire.

Par **temps de présence obligatoire dans l'établissement**, on entend le temps que les enseignants sont tenus de passer dans leur établissement, que ce soit pour leurs cours ou d'autres missions.

Méthodologie

Lors de l'interprétation de la variation du temps d'enseignement entre les pays, il faut tenir compte du fait que le nombre d'heures de cours, tel qu'il est défini dans le présent indicateur, ne correspond pas nécessairement à la charge d'enseignement. Le nombre d'heures de cours représente une composante importante de la charge d'enseignement, mais la préparation et le suivi des leçons (y compris la correction des copies) sont également à prendre en considération dans les comparaisons. D'autres éléments pertinents, dont le nombre de matières enseignées, le nombre d'élèves pris en charge et le nombre d'années pendant lesquelles les enseignants s'occupent des mêmes élèves, interviennent aussi.

Voir le *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation 2018* (OCDE, 2019^[4]) pour de plus amples informations. Voir les notes spécifiques aux pays à l'annexe 3 (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2021_Annex3_ChapterD.pdf).

Source

Les données proviennent de l'Enquête OCDE-INES-NESLI de 2020 sur les temps de travail des enseignants et des chefs d'établissement et se rapportent à l'année scolaire 2019/20 (données statutaires) ou à l'année scolaire 2018/19 (données réelles).

Références

- OCDE (2021), *Statistiques de l'OCDE sur l'éducation*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/edu-data-fr>. [2]
- OCDE (2021), *The State of Global Education: 18 Months into the Pandemic*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/1a23bb23-en>. [1]
- OCDE (2020), *Résultats de TALIS 2018 (Volume II) : Des enseignants et chefs d'établissement comme professionnels valorisés*, TALIS, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/69e92fca-fr>. [3]
- OCDE (2019), *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation 2018 : Concepts, normes, définitions et classifications*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264305380-fr>. [4]

Tableaux de l'indicateur D4

Tableaux de l'indicateur D4. Quel est le temps de travail et d'enseignement des enseignants et des chefs d'établissement ?

| | |
|-------------------------|---|
| Tableau D4.1 | Organisation du temps d'enseignement des enseignants (2020) |
| Tableau D4.2 | Organisation du temps de travail des enseignants (2020) |
| Tableau D4.3 | Organisation du temps de travail des chefs d'établissement (2020) |
| WEB Tableau D4.4 | Missions des enseignants, selon le niveau d'enseignement (2020) |
| WEB Tableau D4.5 | Autres responsabilités des enseignants, selon le niveau d'enseignement (2020) |
| WEB Tableau D4.6 | Charge d'enseignement des chefs d'établissement (2020) |

StatLink  <https://stat.link/we4zp9>

Date butoir pour les données : 17 juin 2021. Les mises à jour peuvent être consultées en ligne (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-data-en>). D'autres données désagrégées sont disponibles dans la Base de données de *Regards sur l'éducation* (<http://stats.oecd.org>).

Tableau D4.1. Organisation du temps d'enseignement des enseignants (2020)

Nombre statutaire net de semaines, de jours et d'heures d'enseignement pendant l'année scolaire, dans les établissements publics

| | Nombre de semaines d'enseignement | | | | | Nombre de jours d'enseignement | | | | | Temps net d'enseignement (en heures) | | | | |
|---|-----------------------------------|----------|---|--|---|--------------------------------|----------|---|--|---|--------------------------------------|----------|---|--|---|
| | Préprimaire | Primaire | Filière générale du premier cycle du secondaire | Filière générale du deuxième cycle du secondaire | Filière professionnelle du deuxième cycle du secondaire | Préprimaire | Primaire | Filière générale du premier cycle du secondaire | Filière générale du deuxième cycle du secondaire | Filière professionnelle du deuxième cycle du secondaire | Préprimaire | Primaire | Filière générale du premier cycle du secondaire | Filière générale du deuxième cycle du secondaire | Filière professionnelle du deuxième cycle du secondaire |
| | (1) | (2) | (3) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | (11) | (12) | (13) | (14) | (15) | (17) | (18) |
| OCDE | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pays | | | | | | | | | | | | | | | |
| Australie ¹ | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 196 | 199 | 200 | 200 | 202 | 758 | 878 | 828 | 821 | 829 |
| Autriche ¹ | m | 38 | 38 | 38 | 38 | m | 185 | 185 | 185 | 185 | m | 814 | 635 | 605 | 605 |
| Canada | m | 37 | 37 | 37 | m | m | 185 | 185 | 185 | m | m | m | m | m | m |
| Chili ² | 38 | 38 | 38 | 38 | 38 | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 | 1 016 | 1 016 | 1 016 | 1 016 | 1 016 |
| Colombie ¹ | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 192 | 192 | 192 | 192 | 192 | 768 | 960 | 845 | 845 | 845 |
| Costa Rica ¹ | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 195 | 195 | 195 | 195 | 195 | 800 | 1 170 | 1 248 | 1 248 | 1 248 |
| République tchèque ¹ | 44 | 39 | 39 | 39 | 39 | 211 | 193 | 193 | 193 | 193 | 1 308 | 637 | 637 | 608 | 608 |
| Danemark ¹ | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a | 705 | 696 | 517 | 721 |
| Estonie ¹ | 46 | 35 | 35 | 35 | 40 | 221 | 174 | 174 | 174 | 199 | 1 326 | 592 | 609 | 574 | a |
| Finlande ³ | m | 38 | 38 | 38 | 38 | m | 187 | 187 | 187 | 187 | m | 673 | 589 | 548 | 688 |
| France ¹ | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 162 | 162 | a | a | a | 900 | 900 | 720 | 720 | 720 |
| Allemagne ¹ | 46 | 40 | 40 | 40 | 40 | 225 | 193 | 193 | 193 | 193 | 1 755 | 691 | 641 | 610 | 626 |
| Grèce | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Hongrie ² | 43 | 38 | 38 | 38 | 38 | 206 | 180 | 180 | 179 | 179 | 1 318 | 648 | 648 | 644 | 644 |
| Islande | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Irlande ¹ | m | 37 | 33 | 33 | m | m | 183 | 165 | 165 | m | m | 909 | 704 | 704 | m |
| Israël ¹ | 38 | 38 | 36 | 36 | 36 | 181 | 181 | 174 | 174 | 174 | 1 024 | 839 | 695 | 639 | 639 |
| Italie ³ | 41 | 39 | 39 | 39 | 39 | 184 | 170 | 170 | 170 | 170 | 918 | 746 | 610 | 610 | 610 |
| Japon ⁴ | m | 41 | 41 | 39 | 39 | m | 203 | 203 | 196 | 196 | m | 747 | 615 | 511 | 511 |
| Corée ³ | 36 | 38 | 38 | 38 | 38 | 180 | 190 | 190 | 190 | 190 | 778 | 680 | 513 | 539 | 537 |
| Lettonie ^{5,6} | 39 | 35 | 35 | 35 | 44 | 190 | 170 | 170 | 170 | 215 | 1 368 | 640 | 768 | 726 | m |
| Lituanie ² | a | 36 | 37 | 37 | a | a | 173 | 178 | 178 | a | 640 | 830 | 854 | 854 | 1 032 |
| Luxembourg | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Mexique ¹ | 42 | 42 | 42 | 36 | 36 | 200 | 200 | 200 | 172 | 172 | 532 | 800 | 1 040 | 843 | 688 |
| Pays-Bas ² | 40 | 40 | m | m | m | 200 | 200 | m | m | m | 940 | 940 | 720 | 720 | m |
| Nouvelle-Zélande ¹ | 41 | 38 | 38 | 38 | m | 205 | 192 | 191 | 190 | m | 1 230 | 922 | 840 | 760 | m |
| Norvège ² | 47 | 38 | 38 | 38 | 38 | 225 | 190 | 190 | 190 | 190 | a | 741 | 663 | 523 | 595 |
| Pologne ² | 45 | 38 | 38 | 37 | 37 | 215 | 179 | 179 | 177 | 177 | 1 075 | 604 | 483 | 478 | 478 |
| Portugal ² | 38 | 38 | 38 | 38 | 38 | 177 | 177 | 177 | 177 | 177 | 885 | 797 | 649 | 649 | 649 |
| République slovaque ¹ | 44 | 38 | 38 | 38 | 38 | 209 | 187 | 187 | 187 | 187 | 1 150 | 729 | 645 | 561 | 598 |
| Slovénie ¹ | 46 | 38 | 38 | 38 | 38 | 219 | 190 | 190 | 190 | 190 | 1 314 | 627 | 627 | 570 | 570 |
| Espagne ¹ | 37 | 37 | 37 | 37 | 37 | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 | 869 | 871 | 669 | 669 | 669 |
| Suède | 47 | a | a | a | a | 224 | a | a | a | a | m | a | a | a | a |
| Suisse ^{5,6} | 39 | 39 | 39 | 39 | 39 | 188 | 188 | 188 | 188 | 188 | 788 | 806 | 750 | 638 | 731 |
| Turquie ¹ | 37 | 37 | 37 | 37 | 37 | 181 | 181 | 181 | 181 | 181 | 903 | 722 | 505 | 505 | 505 |
| États-Unis ^{5,6} | 36 | 36 | 36 | 36 | a | 180 | 180 | 180 | 180 | a | 1 011 | 1 004 | 966 | 966 | a |
| Économies | | | | | | | | | | | | | | | |
| Comm. flamande (Belgique) ³ | 37 | 37 | 37 | 37 | 37 | 158 | 158 | 159 | 159 | 159 | 700 | 700 | 646 | 601 | 632 |
| Comm. française (Belgique) ¹ | 37 | 37 | 37 | 37 | 37 | 178 | 178 | 178 | 178 | 178 | 771 | 712 | 650 | 616 | 650 |
| Angleterre (R-U) | 38 | 38 | 38 | 38 | a | 190 | 190 | 190 | 190 | a | a | a | a | a | a |
| Écosse (R-U) ² | 38 | 38 | 38 | 38 | a | 190 | 190 | 190 | 190 | a | 855 | 855 | 855 | 855 | a |
| Moyenne OCDE | 41 | 38 | 38 | 38 | 38 | 195 | 184 | 184 | 183 | 186 | 989 | 791 | 723 | 685 | 691 |
| Moyenne UE22 | 42 | 37 | 37 | 37 | 38 | 197 | 180 | 179 | 179 | 184 | 1 077 | 738 | 660 | 629 | 656 |
| Partenaires | | | | | | | | | | | | | | | |
| Argentine | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Brésil | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Chine | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Inde | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Indonésie | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Fédération de Russie ^{5,6} | m | 34 | 35 | 35 | m | m | 170 | 210 | 210 | m | m | 561 | 483 | 483 | m |
| Arabie saoudite | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Afrique du Sud | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Moyenne G20 | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |

Remarque : En raison de la pandémie de COVID-19, les exigences statutaires relatives à l'organisation du temps d'enseignement des enseignants peuvent avoir fait l'objet d'ajustements temporaires dans certains pays. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations. Les données sur la filière professionnelle du premier cycle du secondaire (soit les colonnes 4, 10 et 16) peuvent être consultées en ligne. Les données peuvent être consultées sur <http://stats.oecd.org>. Base de données de *Regards sur l'éducation*.

1. Temps d'enseignement typique (temps d'enseignement requis auprès de la plupart des enseignants lorsqu'aucune circonstance particulière ne s'applique).

2. Temps maximum d'enseignement.

3. Temps minimum d'enseignement.

4. Temps d'enseignement moyen planifié dans chaque établissement au début de l'année scolaire.

5. Temps réel d'enseignement (en Lettonie, à l'exclusion de l'enseignement préprimaire).

6. Année de référence : 2019 pour la Lettonie (à l'exclusion de l'enseignement préprimaire) et la Suisse, 2017 pour la Fédération de Russie et 2016 pour les États-Unis.

Source : OCDE (2021). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2021_Annex3_ChapterD.pdf).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://stat.link/swhdyc>

Tableau D4.2. Organisation du temps de travail des enseignants (2020)

Temps de travail statutaire des enseignants au sein de l'établissement et temps total de travail au cours de l'année de référence, établissements publics

| OCDE | Temps de présence obligatoire dans l'établissement, en heures | | | | | Temps de travail statutaire total, en heures | | | | |
|----------------------------|---|----------|---|--|---|--|----------|---|--|---|
| | | | Filière générale du premier cycle du secondaire | Filière générale du deuxième cycle du secondaire | Filière professionnelle du deuxième cycle du secondaire | | | Filière générale du premier cycle du secondaire | Filière générale du deuxième cycle du secondaire | Filière professionnelle du deuxième cycle du secondaire |
| | Préprimaire | Primaire | (3) | (5) | (6) | Préprimaire | Primaire | (9) | (11) | (12) |
| | (1) | (2) | (3) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | (11) | (12) |
| Pays | | | | | | | | | | |
| Australie | 1 018 | 1 171 | 1 169 | 1 169 | 1 207 | a | a | a | a | a |
| Autriche | m | a | a | a | a | m | a | a | a | a |
| Canada | m | m | m | m | m | m | a | a | a | a |
| Chili | 1 866 | 1 866 | 1 866 | 1 866 | 1 866 | 1 998 | 1 998 | 1 998 | 1 998 | 1 998 |
| Colombie | 1 152 | 1 152 | 1 152 | 1 152 | 1 152 | 1 720 | 1 720 | 1 720 | 1 720 | 1 720 |
| Costa Rica | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a |
| République tchèque | a | a | a | a | a | 1 688 | 1 688 | 1 688 | 1 688 | 1 688 |
| Danemark | 1 643 | 1 643 | 1 643 | 1 643 | 1 643 | 1 643 | 1 643 | 1 643 | 1 643 | 1 643 |
| Estonie | 1 610 | a | a | a | a | 1 610 | 1 540 | 1 540 | 1 540 | 1 540 |
| Finlande | m | 811 | 727 | 667 | 792 | a | a | a | a | a |
| France ¹ | 954 | 954 | a | a | a | 1 607 | 1 607 | 1 607 | 1 607 | 1 607 |
| Allemagne | a | a | a | a | a | 1 763 | 1 763 | 1 763 | 1 763 | 1 763 |
| Grèce | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Hongrie | 1 476 | 1 152 | 1 152 | 1 146 | 1 146 | 1 648 | 1 648 | 1 648 | 1 648 | 1 648 |
| Islande | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Irlande | m | 1 073 | 811 | 811 | m | a | a | a | a | a |
| Israël | 1 061 | 1 231 | 1 178 | 1 235 | 1 235 | 1 061 | 1 231 | 1 178 | 1 235 | 1 235 |
| Italie | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a |
| Japon ¹ | a | a | a | a | a | 1 705 | 1 705 | 1 705 | 1 705 | 1 705 |
| Corée ¹ | a | a | a | a | a | 1 440 | 1 520 | 1 520 | 1 520 | 1 520 |
| Lettonie | 1 560 | 1 050 | 1 050 | 1 050 | 1 320 | 1 760 | 1 320 | 1 320 | 1 320 | 1 320 |
| Lituanie | a | 1 512 | 1 512 | 1 512 | 1 512 | a | 1 512 | 1 512 | 1 512 | 1 512 |
| Luxembourg | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Mexique | 772 | 890 | 1 167 | a | a | a | a | a | a | a |
| Pays-Bas | a | a | a | a | a | 1 659 | 1 659 | 1 659 | 1 659 | 1 659 |
| Nouvelle-Zélande | 1 820 | 1 536 | 1 243 | 950 | m | a | a | a | a | m |
| Norvège | a | 1 300 | 1 225 | 1 150 | 1 150 | a | 1 688 | 1 688 | 1 688 | 1 688 |
| Pologne | a | a | a | a | a | 1 720 | 1 432 | 1 432 | 1 416 | 1 416 |
| Portugal | 1 044 | 956 | 838 | 838 | 838 | 1 339 | 1 339 | 1 339 | 1 339 | 1 339 |
| République slovaque | m | m | m | m | m | 1 575 | 1 575 | 1 575 | 1 575 | 1 575 |
| Slovénie | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Espagne | 1 140 | 1 140 | 1 140 | 1 140 | 1 140 | 1 425 | 1 425 | 1 425 | 1 425 | 1 425 |
| Suède | 1 792 | 1 360 | 1 360 | 1 360 | 1 360 | a | 1 767 | 1 767 | 1 767 | 1 767 |
| Suisse ¹ | a | a | a | a | a | 1 841 | 1 841 | 1 841 | 1 841 | 1 841 |
| Turquie ¹ | 985 | 800 | 732 | 732 | 732 | 1 604 | 1 604 | 1 604 | 1 604 | 1 604 |
| États-Unis ² | 1 441 | 1 443 | 1 449 | 1 446 | a | m | m | m | m | a |
| Économies | | | | | | | | | | |
| Comm. flamande (Belgique) | 910 | 910 | 811 | 756 | 794 | a | a | a | a | a |
| Comm. française (Belgique) | a | a | a | a | a | 962 | 962 | a | a | a |
| Angleterre (R-U) | a | a | a | a | a | 1 265 | 1 265 | 1 265 | 1 265 | a |
| Écosse (R-U) | 1 080 | 1 080 | 1 080 | 1 080 | a | 1 365 | 1 365 | 1 365 | 1 365 | a |
| Moyenne OCDE | m | m | m | m | m | m | 1 553 | 1 575 | 1 577 | m |
| Moyenne UE22 | m | m | m | m | m | m | 1 525 | 1 566 | 1 564 | 1 564 |
| Partenaires | | | | | | | | | | |
| Argentine | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Brésil | m | m | m | m | m | a | a | a | a | a |
| Chine | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Inde | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Indonésie | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Fédération de Russie | a | a | a | a | m | m | m | m | m | m |
| Arabie saoudite | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Afrique du Sud | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| Moyenne G20 | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |

Remarque : En raison de la pandémie de COVID-19, les exigences statutaires relatives à l'organisation du temps de travail des enseignants peuvent avoir fait l'objet d'ajustements temporaires dans certains pays. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations. Les données sur la filière professionnelle du premier cycle du secondaire (soit les colonnes 4 et 10) peuvent être consultées en ligne. Les données peuvent être consultées sur <http://stats.oecd.org>, Base de données de *Regards sur l'éducation*.

1. Les exigences en matière de temps de travail se réfèrent à celles applicables aux fonctionnaires.

2. Année de référence : 2016.

Source : OCDE (2021). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2021_Annex3_ChapterD.pdf).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://stat.link/m95dnt>

Tableau D4.3. Organisation du temps de travail des chefs d'établissement (2020)

Nombre statutaire net de semaines, de jours et d'heures de travail au cours de l'année de référence, dans les établissements publics

| OCDE | Pays | Nombre de semaines de travail | | | | | Nombre de jours de travail | | | | | Temps total de travail, en heures | | | | |
|-------------|-----------------------------------|-------------------------------|----------|---|--|---|----------------------------|----------|---|--|---|-----------------------------------|----------|---|--|---|
| | | Préprimaire | Primaire | Filière générale du premier cycle du secondaire | Filière générale du deuxième cycle du secondaire | Filière professionnelle du deuxième cycle du secondaire | Préprimaire | Primaire | Filière générale du premier cycle du secondaire | Filière générale du deuxième cycle du secondaire | Filière professionnelle du deuxième cycle du secondaire | Préprimaire | Primaire | Filière générale du premier cycle du secondaire | Filière générale du deuxième cycle du secondaire | Filière professionnelle du deuxième cycle du secondaire |
| | | (1) | (2) | (3) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | (11) | (12) | (13) | (14) | (15) | (17) | (18) |
| | Australie | 41 | 41 | 41 | 41 | m | 202 | 201 | 201 | 201 | m | 1 355 | 1 321 | 1 321 | 1 321 | m |
| | Autriche | m | 39 | 39 | 39 | 39 | m | 190 | 190 | 190 | m | 1 776 | 1 776 | a | a | a |
| | Canada | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | a | a | a | a | a |
| | Chili | 47 | 47 | 47 | 47 | 47 | 227 | 227 | 227 | 227 | 1 998 | 1 998 | 1 998 | 1 998 | 1 998 | |
| | Colombie | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 215 | 215 | 215 | 215 | 1 720 | 1 720 | 1 720 | 1 720 | 1 720 | |
| | Costa Rica | 42 | 42 | 42 | 42 | 42 | 200 | 200 | 200 | 200 | a | a | a | a | a | |
| | République tchèque | 44 | 44 | 44 | 44 | 44 | 211 | 211 | 211 | 211 | 1 688 | 1 688 | 1 688 | 1 688 | 1 688 | |
| | Danemark | 46 | 46 | 46 | 46 | 46 | 222 | 222 | 222 | 222 | 1 643 | 1 643 | 1 643 | 1 643 | 1 643 | |
| | Estonie | 46 | 44 | 44 | 44 | 44 | 221 | 219 | 219 | 219 | 1 768 | 1 752 | 1 752 | 1 752 | 1 752 | |
| | Finlande | 43 | 44 | 44 | 44 | 44 | 215 | 209 | 209 | 209 | 1 666 | 1 536 | 1 536 | 1 536 | 1 536 | |
| | France¹ | a | a | a | a | a | a | a | a | a | 1 607 | 1 607 | 1 607 | 1 607 | 1 607 | |
| | Allemagne | 46 | 46 | 46 | 46 | 46 | 225 | 225 | 225 | 225 | m | m | m | m | m | |
| | Grèce | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | |
| | Hongrie | 43 | 43 | 43 | 43 | 43 | 206 | 206 | 206 | 206 | 1 648 | 1 648 | 1 648 | 1 648 | 1 648 | |
| | Islande | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | |
| | Irlande | m | 37 | 33 | 33 | m | m | 183 | 167 | 167 | m | m | 1 073 | 811 | 811 | |
| | Israël | a | 42 | 41 | 41 | 41 | a | 204 | 197 | 197 | 197 | a | 1 594 | 1 538 | 1 538 | 1 538 |
| | Italie | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a |
| | Japon¹ | m | 44 | 44 | 44 | 44 | m | 220 | 220 | 220 | 220 | 1 705 | 1 705 | 1 705 | 1 705 | 1 705 |
| | Corée¹ | 48 | 48 | 48 | 48 | 48 | 230 | 230 | 230 | 230 | 1 840 | 1 840 | 1 840 | 1 840 | 1 840 | |
| | Lettonie | 44 | 44 | 44 | 44 | 44 | 215 | 215 | 215 | 215 | 1 720 | 1 720 | 1 720 | 1 720 | 1 720 | |
| | Lituanie | 44 | 44 | 44 | 44 | 44 | 213 | 213 | 213 | 212 | 1 704 | 1 704 | 1 704 | 1 704 | 1 696 | |
| | Luxembourg | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | |
| | Mexique | 45 | 45 | 45 | 44 | 44 | 215 | 215 | 215 | 212 | 1 290 | 1 290 | 1 505 | 1 696 | 1 696 | |
| | Pays-Bas | 42 | 42 | m | m | m | 208 | 208 | m | m | m | 1 659 | 1 659 | 1 659 | 1 659 | 1 659 |
| | Nouvelle-Zélande | 41 | 38 | 38 | 38 | m | 205 | 192 | 191 | 190 | m | 1 640 | 1 536 | 1 528 | 1 520 | m |
| | Norvège | 47 | 45 | 45 | 45 | 45 | 225 | 225 | 225 | 225 | 1 688 | 1 688 | 1 688 | 1 688 | 1 688 | |
| | Pologne | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 215 | 215 | 215 | 215 | 1 720 | 1 720 | 1 720 | 1 720 | 1 720 | |
| | Portugal¹ | 48 | 48 | 48 | 48 | 48 | 227 | 227 | 227 | 227 | 1 589 | 1 589 | 1 589 | 1 589 | 1 589 | |
| | République slovaque | 44 | 44 | 44 | 44 | 44 | 209 | 209 | 209 | 209 | 1 568 | 1 568 | 1 568 | 1 568 | 1 568 | |
| | Slovénie | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 214 | 214 | 214 | 214 | 1 712 | 1 712 | 1 712 | 1 712 | 1 712 | |
| | Espagne | 42 | 42 | 44 | 44 | 44 | 200 | 200 | 210 | 210 | 1 500 | 1 500 | 1 575 | 1 575 | 1 575 | |
| | Suède | 46 | 46 | 46 | 46 | 46 | 219 | 219 | 219 | 219 | 1 752 | 1 752 | 1 752 | 1 752 | 1 752 | |
| | Suisse | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | |
| | Turquie¹ | 48 | 48 | 48 | 48 | 48 | 236 | 236 | 236 | 236 | 1 856 | 1 856 | 1 856 | 1 856 | 1 856 | |
| | États-Unis^{2,3} | 46 | 46 | 46 | 46 | a | 230 | 230 | 230 | 230 | a | m | m | m | a | |
| | Économies | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Comm. flamande (Belgique) | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a |
| | Comm. française (Belgique) | 42 | 42 | 42 | 42 | 42 | 210 | 210 | 210 | 210 | a | a | a | a | a | |
| | Angleterre (R-U) | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a | a |
| | Écosse (R-U) | 39 | 39 | 39 | 39 | a | 195 | 195 | 195 | 195 | a | 1 365 | 1 365 | 1 365 | 1 365 | a |
| | Moyenne OCDE | 44 | 44 | 44 | 44 | 44 | 215 | 212 | 212 | 212 | 215 | 1 656 | 1 627 | 1 626 | 1 627 | m |
| | Moyenne UE22 | 44 | 44 | 44 | 44 | 44 | 214 | 211 | 211 | 211 | 213 | 1 663 | 1 626 | 1 615 | 1 605 | 1 658 |
| Partenaires | Argentine | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| | Brésil | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| | Chine | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| | Inde | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| | Indonésie | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| | Fédération de Russie | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| | Arabie saoudite | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| | Afrique du Sud | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |
| | Moyenne G20 | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m | m |

Remarque : En raison de la pandémie de COVID-19, les exigences statutaires relatives à l'organisation du temps de travail des chefs d'établissement peuvent avoir fait l'objet d'ajustements temporaires dans certains pays. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations. Les données sur la filière professionnelle du premier cycle du secondaire (soit les colonnes 4, 10 et 16) peuvent être consultées en ligne. Les données peuvent être consultées sur <http://stats.oecd.org>. Base de données de *Regards sur l'éducation*.

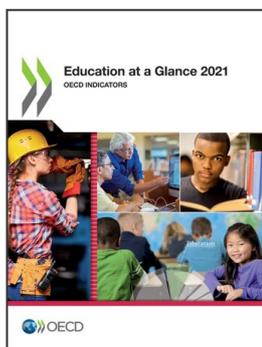
1. Les exigences en matière de temps de travail se réfèrent à celles applicables aux fonctionnaires.

2. Données réelles.

3. Année de référence : 2016.

Source : OCDE (2021). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2021_Annex3_ChapterD.pdf).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.



Extrait de :
Education at a Glance 2021
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/b35a14e5-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Quel est le temps de travail et d'enseignement des enseignants et des chefs d'établissement ? », dans *Education at a Glance 2021 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/945fa79b-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.